

Protection sociale complémentaire du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (MTECT), du Ministère de la Transition énergétique (MTE) et du secrétariat d'Etat chargé de la Mer (SEM), et des établissements publics et autorités administratives/publiques indépendantes associés

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Numéro de la consultation

SG-SAD3-017-23

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	PRÉAMBULE - CONTEXTE.....	5
ARTICLE 2 -	OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 -	CONVENTION DE GROUPEMENT ET PERIMETRE.....	5
ARTICLE 4 -	FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 5 -	DURÉE DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 6 -	LIEU D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 7 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 8 -	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	8
ARTICLE 9 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
9.1	Représentation des parties.....	8
9.2	Conditions d'exécution.....	9
9.3	Obligations du titulaire.....	10
9.4	Considérations sociales et environnementales.....	11
9.5	Traitement de données à caractère personnel.....	16
9.6	Conflits d'intérêt.....	25
9.7	Confidentialité et secret des affaires.....	25
9.8	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	26
9.9	Clauses de réexamen.....	27
9.10	Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	28
9.11	Pénalités.....	28
9.11.1	Pénalités liées à la mise en place du dispositif de PSC.....	28
9.11.2	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	29
ARTICLE 10 -	REGIME FINANCIER.....	31
10.1	Forme et contenu des prix.....	31
10.2	Variation des prix.....	32

10.3	Participation aux bénéfices.....	32
10.4	Modalités financières et paiements.....	32
10.5	Modalités de facturation.....	35
10.6	Service fait présumé.....	35
10.7	Analyse et contrôle des coûts du marché.....	36
10.8	Reporting et suivi de la performance du marché.....	36
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES		39
11.1	Forme des notifications et des informations – Echanges dématérialisés	39
11.2	Langue.....	39
11.3	Sous-traitance.....	39
11.4	Propriété intellectuelle	41
11.5	Assurances	41
11.6	Autres obligations administratives	41
11.7	Clause de transférabilité	42
11.8	Résiliation.....	43
11.9	Force majeure	43
11.10	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	44
11.11	Différends	47
11.12	Litiges et contentieux.....	47
ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG.....		48

Glossaire

Au sens du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des différents documents particuliers du marché, les termes mentionnés ci-après sont définis comme suit :

Représentant du pouvoir adjudicateur « RPA »	Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires Secrétariat général Direction des Ressources Humaines
API	Interface de programmation d'application
Contrat collectif	Contrat d'assurance de personnes passé entre un organisme assureur et une entreprise
Convention d'assurance	Contrat d'assurance
CPPS	Commission Paritaire de Pilotage et de Suivi
CRM	Compte-rendu métier
CTDSN	Concentrateur traducteur de la déclaration sociale nominative
DGFIP	Direction générale des finances publiques
DSN	Déclaration sociale nominative
Employeur	L'un des services coordonnés décrits au CCAP cahier des clauses administratives
FPE	Fonction publique de l'Etat
Marché	Contrat administratif conclu à titre onéreux entre un pouvoir adjudicateur et un opérateur économique
Ordonnateur	Personne publique qui prescrit l'exécution des dépenses et recettes publiques
Panier de soins	Garanties de base définie dans l'accord interministériel relatif à la PSC de la fonction publique Etat du 26 février 2022
PMSS	Plafond mensuel de la sécurité sociale
Services coordonnés	Services bénéficiaires ; Directions et services de l'État ou établissement publique ou autorité administrative indépendante ou publique, bénéficiaires de prestations
SIOC	Système d'information de l'organisme complémentaire
Titulaire	Opérateur économique signataire du marché

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE - CONTEXTE

Le dispositif juridique relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais de santé dans la fonction publique de l'Etat pose un cadre ambitieux qui permet d'offrir aux agents un régime de protection sociale complémentaire en santé de qualité, fondé sur un socle interministériel de garanties santé, dans le cadre de contrats collectifs avec une participation financière de l'Employeur.

Cette prestation sociale de couverture des risques santé contribue à l'amélioration des conditions d'emploi des agents et au maintien de leur niveau de vie. Elle constitue également un facteur d'attractivité de l'Employeur.

L'accord interministériel du 26 février 2022 et le décret n°2022-633 du 22 avril 2022 rendent obligatoire l'adhésion à la couverture de protection sociale complémentaire santé.

Ce régime succédera au dispositif temporaire de remboursement d'une partie des cotisations de protection sociale complémentaire santé des agents civils de l'Etat.

Un accord ministériel a ensuite été négocié avec les organisations syndicales représentatives du pôle ministériel. Signé à la majorité, il instaure des garanties optionnelles, la mise en place du fonds d'accompagnement social et précise l'abondement du fonds d'aide aux retraités.

Le présent cahier des clauses administratives particulières « CCAP » s'appuie sur le cahier des clauses administratives générales relatif aux fournitures courantes et services (CCAG - FCS) en vigueur. Dans la suite du document, le terme CCAG se rapporte au CCAG-FCS.

ARTICLE 2 - OBIET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la sélection d'un organisme proposant une complémentaire santé pour couvrir et gérer les risques santé à destination des agents des Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT), du Ministère de la transition énergétique (MTE) du secrétariat d'Etat chargé de la Mer, ainsi que ceux des établissements publics, autorités administratives indépendantes et autorités publiques indépendantes qui ont donné leur mandat à cet effet et dénommé ci-après **pôle ministériel**.

Il s'inscrit dans le cadre des dispositions relatives à la protection sociale complémentaire des agents, prévues par les articles L. 827-1 à L. 827-3 du code général de la fonction publique.

ARTICLE 3 - CONVENTION DE GROUPEMENT ET PERIMETRE

Le marché est conclu au bénéfice des agents du pôle ministériel.

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, un groupement de commande s'est constitué, afin de passer ce marché, entre :

- Le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires (MTECT), le ministère de la Transition Energétique (MTE) et le secrétariat d'Etat chargé de la Mer (SEM) représentés pour l'ensemble des directions et services par Monsieur le directeur des

ressources humaines du secrétariat général commun aux ministères, désigné ci-après le « service coordonnateur ».

Et

- Les établissements publics (EP), Autorités Administratives Indépendantes (AAI) et Autorités Publiques Indépendantes de l'État dont la liste figure ci-après désignés « les services coordonnés ».
 - Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires (ACNUSA),
 - Commission de régulation de l'énergie (CRE),
 - Commission nationale du débat public (CNDP),
 - Agence de l'eau Adour-Garonne,
 - Agence de l'eau Artois-Picardie,
 - Agence de l'eau Loire-Bretagne,
 - Agence de l'eau Rhin-Meuse,
 - Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse,
 - Agence de l'eau Seine-Normandie,
 - Agence nationale de l'habitat (ANAH),
 - Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT),
 - Agence nationale du contrôle du logement social (ANCOLS),
 - Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS),
 - Centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA),
 - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL),
 - Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC),
 - École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE),
 - Ecole nationale supérieure maritime (ENSM),
 - Etablissement national des invalides de la marine (ENIM),
 - Etablissement public du Marais Poitevin (EPMP),
 - Institut national de l'information géographique et forestière (IGN),
 - Médiateur national de l'énergie
 - Météo France,
 - Office français de la biodiversité (OFB),
 - Parc amazonien de Guyane,
 - Parc national de Guadeloupe,
 - Parc national de la Réunion,
 - Parc national de la Vanoise,
 - Parc national de Port-Cros,
 - Parc national des Calanques,
 - Parc national des Cévennes,
 - Parc national des Ecrins,
 - Parc national des forêts,
 - Parc national des Pyrénées,
 - Parc national du Mercantour,
 - Voies navigables de France (VNF).

Le périmètre ainsi défini pourra s'étendre aux entités qui rejoindraient le dispositif ultérieurement ou qui dépendraient du pôle ministériel.

ARTICLE 4 - FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

Le marché est un marché à prix unitaires, ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques. Il est passé en procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1-3° et R.2123-5 et R.2123-7 du code de la commande publique, et l'article 7 du décret n°2022-633 du 22 avril 2022 relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique d'Etat.

ARTICLE 5 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et s'exécute jusqu'au dernier jour de validité des contrats collectifs.

La 1ère période de couverture des agents, est d'une durée de 12 mois et débute à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant la notification du marché.

Le contrat collectif est reconductible tacitement cinq fois pour une période de 12 mois. La durée maximale des contrats collectifs des agents est de 6 ans.

En cas de non-reconduction, la décision est notifiée au titulaire deux mois avant la date d'échéance du marché.

ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations objets du marché est : France métropolitaine, les départements et régions d'Outre-mer « DROM », les collectivités d'Outre-mer « COM », et la Nouvelle Calédonie. Quelques agents, environ une soixantaine, sont affectés à l'étranger.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu d'une ou plusieurs pièces constitutives, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux Parties :

- Le code de la commande publique en vigueur ;
- Le code des assurances en vigueur.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'ordre des pièces contractuelles est le suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - L'annexe financière 1 relative aux modalités financières du marché ;
 - L'annexe 2 relative à la clause d'insertion sociale.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 relative à la détermination de la cotisation d'équilibre ;
 - Annexe 2 relative aux données démographiques ;
 - Annexe 3 relative aux tableaux de garantie cible.

- Le cadre de réponse technique ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le planning : Le soumissionnaire remet un planning dans son offre. Après une réunion de lancement du marché, le planning est actualisé par le titulaire au plus tard 10 jours ouvrés après cette réunion et contractualisé.
- Une première version des conditions générales, des conditions particulières, du DIPA (IPID) et de la notice d'informations ainsi que les versions modifiées ultérieures des conditions générales, des conditions particulières, du DIPA (IPID) et de la notice d'information.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 septembre 2021 (non joint) ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Chaque candidat ayant été tenu, en application du règlement de la consultation, de signaler en temps utile les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives des documents de la consultation, le Titulaire est réputé, à défaut de les avoir signalées, avoir admis que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension du dossier de consultation des entreprises et dans la présentation de son offre.

Le Titulaire ne peut donc en aucun cas se prévaloir de ces erreurs, omissions ou anomalies pour se soustraire à l'une quelconque de ses obligations.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des pièces contractuelles énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

ARTICLE 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut passer avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné au plus tard huit (8) jours ouvrés après la notification du marché.

L'acheteur notifie cette désignation ainsi que toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur privilégié, et son suppléant, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Ces interlocuteurs sont désignés dans le cadre de réponse technique.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée dans le cadre de réponse et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours calendaires suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus est motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

Le personnel du Titulaire affecté à l'exécution des Prestations demeure, en toutes circonstances, placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du Titulaire. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations. Aucun retard d'exécution ne pourra être admis du fait du remplacement.

9.2.2 Délais d'exécution

Le contrat collectif doit être mise en œuvre dans l'ensemble du périmètre défini à l'article relatif au périmètre du présent CCAP pour le 1^{er} janvier 2025.

Compte-tenu des échéances d'élaboration de la paye de janvier 2025, l'ensemble du dispositif doit être opérationnel au plus tard le 1^{er} novembre 2024. Ceci comprend en particulier un test de la recette bout en bout de l'ensemble de la chaîne et les corrections éventuelles. Les tests pourront débuter à partir de juillet 2024.

Les principaux délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses techniques particulières. A

défaut, si ceux-ci n'étaient pas indiqués dans le cahier des clauses techniques particulières, les délais fixés dans l'offre du titulaire s'appliquent.

Le point de départ du délai d'exécution est, par dérogation à l'article 13.1 du CCAG de référence, fixé dans le cahier des clauses techniques particulières.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le planning contractualisé, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

9.2.3 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Le mandataire assure un rôle de coordination permanente des membres du groupement.

Les notifications destinées au Titulaire en exécution du marché sont valablement faites par l'Acheteur dès lors qu'elles sont adressées au mandataire, qui se charge de leur transmission éventuelle aux membres concernés du groupement Titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à

compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.3 Mesures de sécurité

Afin de contribuer aux mesures mises en œuvre pour garantir la continuité de service et le respect du RGPD, notamment en garantissant la confidentialité des données à caractère personnel dont dispose le titulaire, toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. A minima, ces mesures permettent de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder et intervenir sur les données à caractère personnel concernant des agents du pôle ministériel dont dispose le titulaire.

9.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des clauses. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire pourra utilement s'appuyer sur les documents suivants :

- les bonnes pratiques en matière de sécurité SI publiées par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/bonnes-pratiques/>
- les informations de la CNIL relatives à l'anonymisation des données : <https://www.cnil.fr/fr/lanonymisation-de-donnees-personnelles>

9.4 Considérations sociales et environnementales

9.4.1 Promotion de l'égalité et de la mixité professionnelle et prévention des discriminations

Le Ministère de la Transition Écologique bénéficie du Label Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et du Label Diversité.

A ce titre, il est conduit une politique visant à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles et d'autre part à prévenir les discriminations et favoriser la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le Ministère de la Transition Écologique met actuellement en œuvre un plan d'action pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

A cet effet, le questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexe 2 au règlement de consultation complété doit être remis soit au moment de la remise de l'offre soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu. Il n'est exigé que du seul attributaire.

9.4.2 Clause sociale : clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures
Lot unique	10 heures pour chaque tranche de 10 000 (dix mille) euros HT de frais de gestion facturés (frais pour adhésions, cotisations et prestations)

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteur désigné à la notification du marché) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris et valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article relatif aux pénalités du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

9.4.3 Clause environnementale

Pour chaque prestation, la description des livrables que le titulaire doit exécuter est précisée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Sauf indication contraire du Cahier des Clauses Techniques, tous les documents et livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage également à assurer la cohérence des messages et des visuels avec les engagements éco-responsables de l'État en matière de réduction de l'impact environnemental de ses activités : vigilance sur les messages « greenwashing », lutte contre les discriminations (messages stéréotypés).

Une grande attention sera portée à la démarche d'éco-responsabilité et à l'éco-conception. A ce titre le titulaire devra proposer des outils et supports le plus éco-conçus possibles.

Il pourra s'appuyer sur les recommandations de l'ADEME et les bonnes pratiques préconisées par l'État en matière de numérique responsable :

<https://communication-responsable.ademe.fr/>

<https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/>

Le soumissionnaire précise en outre dans son offre les engagements qu'il prend de nature à limiter l'impact de ses prestations sur l'environnement et, plus généralement, comment son entreprise prend en considération les préoccupations environnementales de ses activités lors de l'exécution du marché : description de ses produits et services (mesure de l'impact environnemental, écoconception et sobriété numérique, devenir des matériels, après utilisation, refroidissement des serveurs, etc.), livraison de ses prestations (mode de transport emprunté en réunions externes, type de matériel bureautique, etc.), choix de ses fournisseurs et/ou des sous-traitants, capacité à innover sur ces sujets.

Par ailleurs, le représentant du pouvoir adjudicateur souhaite mesurer l'impact carbone des activités liées du marché. Les titulaires doivent, lors du comité de suivi annuel, présenter et commenter le bilan carbone ou gaz à effet de serre généré par l'activité liée à la réalisation de leurs prestations (déplacement, stockage numérique, etc.). La méthode employée sera celle présentée dans le guide sectoriel de l'ADEME intitulé « Tertiaire non marchand » disponible dans la rubrique ressources documentaires sur le site internet de l'ADEME ou au lien suivant : <https://bilans-ges.ademe.fr/docutheque/Guide-Sectoriel-Tertiaire-non-marchand.ext>

Cette évaluation annuelle ne donne pas lieu à une obligation de compensation.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, le Titulaire est tenu d'appliquer d'office, c'est-à-dire sans qu'il ne soit nécessaire que ces modifications donnent préalablement lieu à la conclusion d'un avenant et sans surcoût aux nouvelles dispositions législatives et/ou réglementaires.

9.5 Traitement de données à caractère personnel

9.5.1 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

9.5.2 Pour l'exécution du marché

Le présent article complète l'article 5.2 du CCAG.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, le règlement général sur la protection des données ou RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après la loi Informatique et libertés) est le titulaire du marché et le cas échéant ses sous-traitants pour ce qui concerne les données de santé et le RPA pour ce qui concerne les données administratives.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le RGPD et la loi Informatique et Libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte aux commanditaires, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

a. Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter dans le strict respect des finalités du traitement, pour le compte de l'acheteur, et pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir une protection sociale complémentaire.

La nature des opérations réalisées sur les données est : collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation...

Les finalités du traitement sont :

- Assurer les missions, de la phase de pré affiliation à l'exécution du contrat.
- Proposer un accompagnement.

- Remplir les obligations légales et réglementaires propres au titulaire. (Obligations relatives à la lutte contre la fraude, contre le blanchiment ou le financement du terrorisme, ...)

Les données à caractère personnel traitées sont les données :

- d'identification dont le NIR
- relatives à la gestion du contrat des bénéficiaires
- liées à la situation familiale,
- liées à la situation économique et bancaire
- de santé
- liées à l'identité de l'agent : matricules, noms, prénoms, date et lieu de naissance, genre, profession ou catégorie socioprofessionnelle, situation administrative, adresse, numéros de téléphone, adresse électronique...

Les données nécessaires pour assurer la sécurité de l'accès et du fonctionnement des applications et réseaux informatiques, que ce soit pour permettre l'authentification nécessaire à l'établissement de cet accès ou pour en conserver la trace.

L'ensemble des données (codes de remboursements des dépenses médicales, ordonnances, prescriptions...) sont des données personnelles de santé, protégées par le RGPD et couvertes par le secret médical. En principe, la collecte et l'utilisation de données de santé sont interdites. Toutefois, pour la bonne exécution du présent marché, la dérogation propre aux données de santé stipulée à l'article 9 du RGPD s'applique.

Les données sont conservées pour toute la durée du contrat et jusqu'aux derniers remboursements à effectuer. En effet, à la fin du contrat, des demandes de remboursements pourraient encore être en cours de traitement par le titulaire qu'il devra encore honorer.

Les catégories de personnes concernées sont *l'ensemble des bénéficiaires affiliés*.

Pour l'exécution des prestations objets du présent marché public, l'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la pré-affiliation des bénéficiaires actifs.

b. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

En tant que sous-traitant, au sens du RGPD, de l'acheteur pour ce qui concerne les données administratives et en tant que responsable du traitement des données santé, le titulaire du marché public s'engage, notamment à :

1. Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public. À cet égard, il sera précisé que toute utilisation des données à des fins commerciales est formellement proscrite sauf accord exprès de la personne physique concernée ;
2. Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En cas de désaccord, l'acheteur et le titulaire du marché s'engagent à en informer leurs délégués à la protection des données respectifs. À défaut d'accord entre ces derniers, le différent est réglé selon les modalités prévues dans les documents du marché.

3. Réaliser une analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD), lorsque celle-ci est nécessaire en application des dispositions précitées du RGPD, de la loi Informatique et Libertés, des délibérations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ou des recommandations du comité européen de la protection des données. Le cas échéant, le titulaire réalise une consultation préalable de l'autorité de contrôle. « Il s'engage également à aider le responsable de traitement pour la réalisation de l'AIPD et, le cas échéant, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ».
4. Ne procéder à aucun transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, sauf accord préalable exprès de l'acheteur ;
5. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ; Les données de santé traitées dans le cadre du marché doivent faire l'objet de mesures de sécurité renforcées. Le titulaire doit mettre en place des mesures de sécurité appropriées pour protéger ces données sensibles. Cela inclut des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données.
6. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
7. Coopérer avec l'autorité de contrôle, à la demande de celle-ci, dans l'exécution de ses missions ;
8. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
9. Justifier auprès de l'acheteur, sur demande de ce dernier et sans délai, des mesures prises pour satisfaire aux présentes obligations et se soumettre, le cas échéant, aux vérifications sollicitées par l'acheteur, y compris dans les locaux du titulaire du marché. Dans ce cadre, l'acheteur peut notamment demander au titulaire du marché la communication des formalités RGPD, de son registre des traitements pour les traitements spécifiques dont il a la charge et dont il use dans le cadre du présent marché et, le cas échéant, de l'AIPD visée au point 3 ci-dessus.
10. De mettre en place des mesures de surveillance visant à prévenir les violations (corruption, vol voire divulgation) des données à caractère personnel détenues et de formaliser une procédure d'alerte en cas de violation de données à caractère personnel permettant de garantir le respect de l'Article 33 du RGPD (Notification à l'autorité de contrôle d'une violation de données à caractère personnel) et permettant l'information de l'acheteur de cette violation.

c. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Le titulaire du marché a la possibilité de recourir à de la sous-traitance pour les traitements de données à caractère personnel, sous réserve de l'agrément préalable de l'acheteur.

Les sous-traitants s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel et sont soumis aux mêmes obligations que le titulaire du marché. Le titulaire veille au respect de ces obligations par ses sous-traitants et s'engage à en justifier sans délai sur demande de l'acheteur.

Le titulaire du marché fait uniquement appel à des sous-traitants qui présentent les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection des droits des personnes concernées par le traitement.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

d. Droit d'information et exercice des droits des personnes concernées par le traitement (articles 12 à 14 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information prévue aux articles 12 à 14 du RGPD et à l'article 48 de la loi Informatique et libertés, au moment de la collecte des données.

Le titulaire du marché soumet à l'accord de l'acheteur, avant la collecte des données, la formulation et le format de l'information. Il tient compte des éventuelles recommandations formulées par ce dernier.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, dans les délais prévus par le RGPD et la loi Informatique et libertés, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits : droit d'accès et de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

e. Droit d'accès aux données

Le titulaire s'engage à informer les personnes qui en font la demande du traitement de leurs données à caractère personnel. Il leur assure un accès auxdites données et précise les informations suivantes :

- les finalités du traitement ;
- les catégories de données à caractère personnel concernées ;
- les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées ;
- lorsque cela est possible, la durée de conservation des données à caractère personnel ;
- l'existence du droit de demander au responsable du traitement la rectification ou l'effacement des données à caractère personnel, ou une limitation du traitement des données à caractère personnel relatives à la personne concernée, ou du droit à s'opposer à ce traitement ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle ;
- l'existence d'une prise de décision automatisée y compris le profilage.

Les modalités pratiques d'exercice de ce droit seront précisées par le titulaire au maximum 15 jours après la notification du marché.

f. Droit de rectification et droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)

Le titulaire s'engage à ce que les personnes concernées puissent obtenir dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel les concernant qui sont inexactes.

Le titulaire a également l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- les données ne sont plus nécessaires au regard des finalités définies ;
- l'objet du traitement est illicite ;
- les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale ;

Les modalités pratiques d'exercice de ce droit seront précisées par le titulaire au maximum 15 jours après la notification du marché.

g. Droit d'opposition

Le titulaire s'engage à permettre aux personnes concernées d'exercer leur droit de s'opposer, à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement de données à caractère personnel, y compris le profilage dans la mesure où cela ne s'oppose pas à l'affiliation obligatoire de la personne, sauf si elle entre dans un cas de dispense.

Les modalités pratiques d'exercice de ce droit seront précisées par le titulaire au maximum 15 jours après la notification du marché.

h. Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire informe l'acheteur de toute violation de données à caractère personnel, dès qu'il en a connaissance, par courrier électronique et par téléphone. Le titulaire prend toutes les mesures appropriées pour garantir l'intégrité, la confidentialité, la sauvegarde et la disponibilité des données.

Le titulaire s'engage ensuite à notifier la violation le plus rapidement possible au délégué à la protection des données (DPD) de l'acheteur à l'adresse suivante : **dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr**

Ces notifications contiennent l'ensemble des informations mentionnées au paragraphe 2 de l'article 33 du RGPD et sont accompagnées de toute documentation utile. La notification contient au moins les informations suivantes :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la

violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Il répond en outre sans délai à toutes les demandes de l'acheteur et de son délégué à la protection des données relatives à cet incident.

Le délégué à la protection des données de l'acheteur, en lien avec les services de l'acheteur en charge de la sécurité des systèmes d'information, qualifie si l'incident constitue un risque au regard de la vie privée des personnes concernées. Si tel n'est pas le cas, l'incident est considéré comme clos après envoi par le DPD de l'acheteur d'un rapport de fin. Si le risque est qualifié d'élevé, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, après avis du DPD, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel, dans un délai de 72 heures au plus tard.

Dans l'hypothèse d'un risque élevé, l'incident devra être notifié aux personnes physiques concernées dans les meilleurs délais.

Lorsque la notification à l'autorité de contrôle n'a pas lieu dans les 72 heures elle est accompagnée des motifs du retard.

i. Mesures de sécurité du traitement

Le titulaire du marché met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au présent article.

Le référentiel de sécurité applicable aux activités du titulaire est le RGS (Référentiel Général de Sécurité).

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

1. Mesures sur les données du traitement :

- **Chiffrement/pseudonymisation** : Une série de mesures seront prises de manière à rendre les données à caractère personnel incompréhensibles à toute personne non autorisée à y avoir accès. Le titulaire décrira son mode opératoire dans son offre.
- **Anonymisation** : Les données traitées doivent perdre leur caractère identifiant. Le titulaire décrira son mode opératoire dans son offre.
- **Cloisonnement** : Des mesures destinées à réduire la possibilité d'effectuer un croisement de données qui pourrait provoquer une violation de l'ensemble des données à caractère personnel seront prises.
- **Contrôle des accès logiques** : Un contrôle des accès visant à limiter les risques que des personnes non-autorisées accèdent aux données à caractère personnel par voie électronique.
- **Journalisation** : un historique des connexions sera conservé sur le journal des connexions.
- **Archivage** : les modalités de conservation et de gestion des archives électroniques contenant des données seront précisées.
- **Sécurisation des documents papier** : les mesures destinées à diminuer les risques d'exploitation des données des documents papier seront précisées.

2. Mesures générales de sécurité :

- **Contrôle de l'accès physique :** Un contrôle destiné à interdire l'accès aux données aux personnes non-autorisées sera assuré.
- **Contrôle de l'intégrité :** Des mesures seront prises afin de préserver l'intégrité des données et à alerter en cas de modification non désirée ou de disparition de données.
- **Sauvegarde :** La disponibilité des données sera assurée tout en protégeant leur confidentialité.
- **Traçabilité :** Des mesures seront prises afin de permettre de détecter des incidents concernant les données de façon précoce et de disposer des éléments exploitables pour les étudier ou pour fournir des preuves dans le cadre d'une enquête.
- **Hébergement des données :** Les serveurs doivent se trouver en France ou dans un pays de l'Union Européenne. L'accès sécurisé aux serveurs doit être assuré.
- **Sécurisation de l'exploitation des matériels :** Des mesures seront prises pour diminuer la possibilité que les caractéristiques des matériels (serveurs, postes fixes, ordinateurs portables, périphériques, relais de communication, supports amovibles, etc.) soient exploitées pour porter atteinte aux données à caractère personnel.
- **Lutte contre les logiciels malveillants :** Les accès vers des réseaux publics (internet) ou non maîtrisés (partenaires), ainsi que les accès aux postes de travail et les serveurs seront protégés.
- **Mots de passe :** Les mots de passe, conformément aux préconisations de l'autorité de contrôle, devront comporter un nombre suffisant de caractères et être suffisamment complexes. Le recours à une authentification reposant uniquement sur un mot de passe sera strictement limité. Il sera préféré la mise en place de dispositifs de double authentification ou d'authentification renforcée permettant d'apporter une protection optimale des accès.

3. Mesures organisationnelles :

- **Organisation/Modes de gouvernance :** L'article Gestion des adhésions du CCTP indique que le titulaire identifie les impacts organisationnels attendus de la part de l'employeur en s'attachant à minimiser les impacts sur les équipes du pôle ministériel et en automatisant le maximum de tâches possible.
- **Gestion des risques :** la maîtrise des risques que les traitements de l'organisme du titulaire font peser sur les libertés et la vie privée devra être assurée.
- **Gestion des personnels et des profils :** Réduction des risques liés à des personnes extérieures (sous-traitants, stagiaires, collaborateurs) ayant accès aux données.
- **Gestion des incidents de sécurité et de violations des données :** Organisation opérationnelle permettant de détecter et de traiter les événements susceptibles d'entraîner, accidentellement ou de manière illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisés de données transmises, stockées ou traitées. Suivi de ces incidents (tableaux de bord, audit).

j. Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Sauf si les données sont nécessaires à l'exécution du contrat collectif, le délai de conservation des données est fixé à cinq (5) ans à compter de la collecte ou du dernier contact avec le prospect.

Au terme de l'exécution du présent marché public, quel qu'en soit le motif, le titulaire doit détruire toutes les données administratives et de santé à caractère personnel, après avoir envoyé les données administratives à l'acheteur.

Avant destruction, le titulaire adresse un projet de bordereau de destruction pour validation à l'acheteur par courriel : Drh.Sg@developpement-durable.gouv.fr

Une fois, le bordereau de destruction valide, la destruction est réalisée.

Cette destruction doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois ces copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit des mesures mises en œuvre.

k. Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

l. Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

m. Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits. Il répond sans délai à toute demande de l'acheteur présentée à cet effet.

n. Manquements aux obligations relatives à la protection des données à caractère personnel

Tout manquement aux règles relatives à la protection des données est susceptible de constituer un manquement dans l'exécution du marché. Les sanctions prévues en cas de manquement sont alors applicables, sans préjudice des autres sanctions résultant de la législation sur la protection des

données à caractère personnel, notamment celles qui sont susceptibles d'être prononcées par la Commission nationale de l'informatique et libertés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité de mettre fin à l'exécution du marché si le titulaire du marché ne respecte pas ses obligations légales détaillées au présent article conformément au RGPD.

o. Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données visées dans la clause relative à la « Description du traitement de données à caractères personnel »] ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de s'assurer que l'information a été fournie aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le commanditaire / l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du commanditaire / l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, il est appliqué une pénalité forfaitaire définie à l'article relatif aux pénalités du présent CCAP.

Conformément au CCAG de référence, seul l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

9.6 Conflits d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.7 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours calendaires avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

9.8 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le Titulaire est tenu d'appliquer d'office, c'est-à-dire sans qu'il ne soit nécessaire que ces modifications donnent préalablement lieu à la conclusion d'un avenant et sans surcoût aux nouvelles dispositions législatives et/ou réglementaires.

Le Titulaire déclare sur l'honneur que les Prestations prévues dans son offre sont effectuées avec des salariés employés régulièrement, au regard des articles L. 8221-1 et suivants du code du travail.

Le Titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail,

- conformément aux dispositions de l'article L. 8222-1 du même code,
- les documents mentionnés aux articles D. 8254-2 et du D. 8254-3 du code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 8254-1 du même code.

9.9 Clauses de réexamen

Les prestations objet du présent marché pouvant être assujetties à des évolutions techniques, et réglementaires, des modifications peuvent avoir lieu dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

Les évolutions susceptibles d'occasionner des modifications peuvent couvrir plusieurs aspects.

9.9.1 Évolutions techniques

Le présent marché peut faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R.2194-1 du CCP en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet du marché dans les hypothèses suivantes :

- si le besoin est exprimé de modifier les formats de livrables, les corpus (ajouts / suppression), les modalités d'activation des prestations, les délais de restitution et de livraison, ou encore les modalités relatives à la consultation et l'archivage électronique ou de l'extranet ;
- l'introduction de nouveaux mode de recueils / captation des flux avec les implications qui en découleraient éventuellement au niveau du RGPD ;
- si des changements majeurs interviennent sur la question des droits de copies ;
- si les parties souhaitent insérer au contrat, dans un souci de clarté, les modifications de dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent de droit dans le cadre du présent marché, par exemple l'intégration de changements relatifs au RGPD ;
- si les parties souhaitent introduire des dispositions mieux-disantes en matière de RSE (introduction d'une charte d'éco-responsabilité – ou bien modification – par exemple).

Par ailleurs, et plus généralement, la clause de réexamen peut être activée dès lors que de nouveaux outils ou nouvelles technologies, non connus à la notification du marché, deviendraient indispensables pour la réalisation, la performance et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

9.9.2 Évolution contractuelle

Lorsque des évolutions, notamment celles décrites dans le paragraphe Forme et contenu des prix du présent CCAP interviennent, les parties peuvent alors se rencontrer dans les plus brefs délais pour déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et de ses conditions financières.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent marché.

A l'issue de ce réexamen, les parties conviennent d'en définir et formaliser les conséquences éventuelles, par voie d'avenant, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, des modalités de prise en charge, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché.

9.10 Constatation de l'exécution des prestations et admission

9.10.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

Par ailleurs, le décret 2022-633 du 22 avril 2022 prévoit que le dispositif de protection sociale complémentaire soit suivi et piloté par une Commission Paritaire de Pilotage et de suivi (CPPS). Le titulaire doit répondre à toutes les sollicitations de la CPPS correspondant aux missions qui lui sont confiées par le décret précité.

9.10.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, chaque employeur procède à la vérification quantitative et qualitative des prestations afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

9.10.3 Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification chaque employeur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

9.11 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les plafonds prévus ci-dessous s'expriment, sauf clause contraire, en jours ouvrés

Ces pénalités s'appliquent à la mise en place du dispositif au sein du pôle ministériel et de l'ensemble des services coordonnés.

9.11.1 Pénalités liées à la mise en place du dispositif de PSC

Concernant le déploiement du dispositif, le planning du titulaire doit s'inscrire dans les jalons suivants, étant entendu que la date de notification prévisionnelle du marché est le 2 mai 2024 :

- Adaptation de son SI : 40 jours ouvrés près la notification du marché,
- Dispositif prêt pour test de la recette bout en bout : 60 jours ouvrés après la notification du marché,
- Dispositif opérationnel avec test de la recette bout en bout réussi : 1er novembre 2024 au plus tard,
- Transmission de la carte Tiers-Payant à l'ensemble des bénéficiaires pré-affiliés : 15 décembre 2024 au plus tard.

Toute chose égale par ailleurs, les pénalités applicables sont les suivantes :

Engagement	Unité de mesure	Plafond	Pénalité
Adaptation du SI par le titulaire à compter de la date de notification du marché	jour	40 jours	1 000 € par jour calendaire
Dispositif prêt pour test de la recette bout en bout	jour	60 jours	500 € par jour calendaire
Dispositif opérationnel avec test de la recette bout en bout réussi, 1 ^{er} novembre 2024 au plus tard,	jour	1/11/2024	5000€ par jour calendaire
Transmission de la carte Tiers-Payant à l'ensemble des bénéficiaires pré-affiliés : 15 décembre 2024 au plus tard.	jour	15/12/2024	1000 € par carte et par jour calendaire
- Diffusion de la notice d'information (en jour) à compter de la date de transmission du fichier démographique des agents	jour	40 jours	1 000 € par jour calendaire

9.11.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage sur des délais de traitement des principaux actes de gestion et notamment sur les délais et modalités, dans la limite des plafonds indiqués en jours calendaires :

Engagement	Unité de mesure	Plafond	Pénalité
- Diffusion de la notice d'information (en jour) à partir de la date de modification des contrats responsables et par suite du panier de soins	jour	40 jours	1 000 € par jour
- Emission des cartes de tiers payant des nouveaux adhérents (hors affiliation en masse) (en jour)	jour	5 jours	100 € par carte
- Règlement des prestations frais de santé (avec télétransmission) (en jour)	jour	3 jours	50 € par acte
- Règlement des prestations frais de santé (sans télétransmission) (en jour)	jour	8 jours	50 € par acte
- Réponse à devis (dentaire et optique) (en jour)	jour	8 jours	100 € par devis

- Prise en charge hospitalière (en jour)	jour	3 jours	200 € par PEC
- Prise en charge dentaire et optique (en jour)	jour	8 jours	100 € par PEC
- Réponse aux demandes d'information (en jour)	jour	5 jours	50 € par demande
- Taux de décroché des appels téléphoniques ou de rappel dans l'heure (call back) des bénéficiaires (en fonction des heures d'ouverture) (en %)	%	90%	1 000 € par % en deçà du plafond prévu
- Délai maximal d'indisponibilité des espaces Web (bénéficiaires et RH) (en jour)	jour	1 jour	1 000 € par jour

9.11.3 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **30 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

9.11.4 Pénalité liée au règlement général sur la protection des données

Le non-respect du règlement général pour la protection des données est susceptible d'entraîner une pénalité forfaitaire de 5 000 euros par manquement constaté.

9.11.5 Pénalité liée au secret des affaires

En cas de violation de l'obligation de non divulgation des données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 euros par document divulgué.

9.11.6 Plafonnement des pénalités de retard

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total des frais de gestion perçus par le titulaire. Ce plafonnement est appliqué annuellement.

9.11.7 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due hors pénalités de retard qui sont plafonnées.

9.11.8 Pénalités en cas de non tenue de la réunion de présentation annuelle des résultats du contrat

S'il ne se conforme pas à ses obligations en termes de réunion annuelle de présentation des résultats et du suivi du fonctionnement du contrat d'assurance, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 5000 euros.

9.11.9 Pénalités en cas de non-respect de délais de transmission des rapports

L'article Reporting et suivi de la performance du marché prévoit le contenu des bilans (reporting

comptables et indicateurs) et les dates auxquelles ils doivent être transmis.

S'il ne se conforme pas à ces obligations, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité de 1000 euros par jour calendaire de retard. Cette pénalité n'est pas plafonnée, par dérogation à l'article Plafonnement des pénalités de retard du présent CCAP.

9.11.10 Pénalités en cas de non-respect des obligations concernant la protection de la main d'œuvre et les conditions de travail

En cas de méconnaissance des obligations, une pénalité de 5 000 euros par jour calendaire de retard peut être appliquée au Titulaire. Toutefois, le montant global de cette pénalité est égal, au plus, à 5 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 9224-1, L. 9224-2 et L. 9224-5 du code du travail.

9.11.11 Pénalités en cas de non-transmission du contrôle des coûts de communication

En cas de non-respect de ses obligations sus mentionnées dans le cadre de l'exercice de contrôle des coûts de communication, le titulaire s'expose à une pénalité égale à 100 euros par jour ouvré de retard à compter de la mise en demeure par l'administration resté infructueuse.

9.11.12 Pénalités en cas de non transmission du contrat de sous-traitance

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité journalière de 200 euros par jour de retard.

ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres applicables aux prestations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS.

Pour des motifs de pilotage, le Titulaire doit remettre à l'Acheteur :

- au plus tard le 30 juin les comptes de résultats annuel N-1 ;

- au plus tard le 31 août le montant proposé pour la cotisation d'équilibre, la cotisation des conjoints de retraités et la cotisation aux options à l'échéance du 1er janvier de l'exercice suivant, selon les modalités définies ci-avant accompagné des comptes de résultat projeté de l'année N.

La remise de ces documents se fait au cours de réunions de présentation qui doivent se dérouler :

- avant le 30 juin de l'année N, pour les comptes annuels N-1 ;
- avant le 30 septembre de l'année N, pour les primes à échéance du 1er janvier de l'exercice suivant et le compte de résultat projeté de l'année N.

10.2 Variation des prix

La variation des cotisations du panier de soins est déterminée dans les conditions fixées par le décret n°2022-633 du 22 avril 2022.

Concernant les garanties optionnelles, le titulaire s'engage à fournir les limites au-delà desquelles le tarif proposé pour chacune des options ne peut évoluer (dans le cadre de réponse technique TECH-MF-12).

Le titulaire peut toutefois proposer une évolution du tarif des garanties optionnelles au-delà de ces limites à la Commission Paritaire de Pilotage et de Suivi avant le 31 août dans les cas suivants :

- Aggravation de la sinistralité,
- Variation du niveau de participation,
- Évolutions démographiques,
- Modification de la réglementation.

10.3 Participation aux bénéfices

Un mécanisme de participation aux bénéfices est mis en place. Seules les cotisations perçues au titre du contrat collectif à adhésion obligatoire (panier de soins) sont concernées par ce mécanisme.

Le taux d'attribution attaché à cette participation aux bénéfices ne peut pas être inférieur à 85% du résultat technique.

Cette participation aux bénéfices alimente une réserve de participation, gérée chez l'assureur.

Chaque année, cette réserve est :

- alimentée de la quote-part de résultats techniques s'ils sont positifs ;
- prélevée, dans la limite de son montant, des résultats techniques s'ils sont négatifs.

Le titulaire précise les modalités de fonctionnement de cette participation aux bénéfices dans le cadre de sa réponse technique.

En cas de résiliation du contrat d'assurance, cette réserve est intégralement transférée au nouvel assureur, sans pénalité, dans un délai qui ne peut excéder 12 mois au-delà de la résiliation des conventions d'assurance.

10.4 Modalités financières et paiements

Les modalités sont différentes selon qu'il s'agit du contrat obligatoire, c'est-à-dire du panier de soins pour les bénéficiaires actifs ou des contrats facultatifs, c'est-à-dire les garanties optionnelles et les contrats souscrits pour ses ayants droit (garanties équivalentes à celles des

bénéficiaires actifs et/ou souscription d'une garantie optionnelle).

Les modalités décrites ci-après s'appliquent pour les services dont la paye est régie par la DGFIP. La paye de plusieurs établissements publics ou autorités administratives/publiques indépendantes est réalisée selon un processus différent et une solution alternative pourra être trouvée entre l'opérateur et le titulaire du contrat.

10.4.1 Modalités financières et paiements du contrat obligatoire du bénéficiaire actif

L'employeur gère l'affiliation, le calcul et le paiement des cotisations relatifs au contrat obligatoire, c'est-à-dire le contrat socle auquel adhère l'agent bénéficiaire actif. Il est prévu que les dispenses soient également gérées par l'employeur mais le titulaire peut proposer tout mode opératoire qu'il jugerait efficient au RPA dans son offre, en tenant compte du fait que l'acceptation des dispenses est de la responsabilité de l'employeur.

A partir de la cotisation d'équilibre, la cotisation des agents actifs au panier de soins est déterminée mensuellement par l'employeur public sur la base des fichiers DSN mensuels. La part de la cotisation due par l'agent est précomptée par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), complétée par la participation de l'employeur prévue par le décret 2022-633 et versée mensuellement par la DGFIP par virement au titulaire. La déclaration aux organismes sociaux, fiscaux et complémentaires est également effectuée mensuellement par la DGFIP tiers-déclarant, via les outils de paye et de DSN de l'Etat, conformément aux dispositions législatives. La cotisation mensuelle au panier de soins est déterminée pour chaque agent actif par rapport à sa rémunération brute soumise à CSG-CRDS, plafonnée au Plafond Mensuel de Sécurité Sociale. Les montants appelés mensuellement ne donnent lieu à aucune régularisation sur une base de rémunération annuelle, même lorsque les bases mensuelles sont soumises à des variations.

10.4.2 Modalités financières et paiements des contrats collectifs optionnels

L'agent gère l'affiliation et le paiement des cotisations relatifs aux contrats optionnels, c'est-à-dire les garanties optionnelles et les contrats souscrits pour ses ayants droit (panier de soins et éventuelles garanties optionnelles).

Toutes les cotisations facultatives (adhésion des agents aux options, adhésion des ayants droit et des retraités au panier de soins et aux options) sont donc directement payées par les bénéficiaires au titulaire.

Le titulaire informe le ministère de la liste de ses agents ayant souscrit une option et de leur choix d'option, pour permettre la vérification de la demande de remboursement de la contribution employeur à l'agent par le ministère.

10.4.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Cautionnement

Aucun cautionnement ne sera demandé.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés au pôle ministériel pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - o Arrêté du 1^{er} juin 2021 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;
 - o Arrêté du 18 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la Défense.

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal Officiel de la République française JORF.

Pour les opérateurs publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

Les coordonnées des ordonnateurs et des comptables seront transmises à la notification du présent marché.

10.4.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à **trente (30) jours maximum** pour l'État et ses établissements publics, les autorités administratives indépendantes et les autorités publiques indépendantes ou cinquante (50) jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées). La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

10.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire selon les modalités décrites à l'article Modalités financières et paiement du présent CCAP, sans émission de facture.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. Le groupement dispose d'un délai de 2 mois pour transmettre les coordonnées bancaires du compte unique.

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. Le groupement dispose d'un délai de 2 mois pour transmettre les coordonnées bancaires du compte unique.

10.5.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.6 Service fait présumé

10.6.1 Mise en œuvre de la procédure de service fait présumé

La procédure de service fait présumé est appliquée aux prestations objet du présent marché.

Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'ordonnateur.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'ordonnateur et le titulaire. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

Réversibilité du recours au service fait présumé

Le titulaire est informé que l'ordonnateur peut, en cours d'exécution du marché, suspendre la procédure de service fait présumé pour tout ou partie du marché

Lorsqu'un protocole d'accord a été mis en œuvre, le titulaire est informé par écrit et dans les meilleurs délais de la décision de l'ordonnateur.

Gestion des trop-perçus liés au service fait présumé

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'ordonnateur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur.

Lorsque la procédure de remboursement ou d'avoir prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

10.6.2 Mise en œuvre d'un protocole d'accord dans le cadre du service fait présumé

Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de service fait présumé, un protocole d'accord est établi entre le RPA et le titulaire. Ce protocole vise à préciser les modalités de mise en œuvre d'un mécanisme de contrôles partagés entre les services RH et le titulaire du marché.

10.7 Analyse et contrôle des coûts du marché

A discrétion, l'administration peut soumettre l'exécution des prestations à un contrôle des coûts.

En conséquence, le titulaire du présent marché a l'obligation de faire diligence et de faciliter la vérification de l'exécution des prestations, sur pièces et sur place.

Les modalités de réalisation du contrôle des coûts et les documents à fournir sont communiqués au Titulaire du présent marché lors du lancement du contrôle.

10.8 Reporting et suivi de la performance du marché

Dans le cadre du suivi de la performance du marché, le titulaire adresse au RPA un état récapitulatif trimestriel d'exécution du marché de l'ensemble des entités utilisatrices du marché.

Ce récapitulatif présente les données quantitatives et qualitatives sur la population couverte en distinguant le pôle ministériel et les établissements publics associés, les populations adhérentes, les prestations fournies.

Par ailleurs, afin d'assurer une exécution efficace du marché, le titulaire doit aussi proposer et construire lui-même ses propres indicateurs de performance, les alimenter et les fournir au RPA.

Comitologie et reporting

L'article 28 du décret 2022-633 du 22 avril 2022 instaure la Commission Paritaire de Pilotage et de Suivi (CPPS). Elle est composée de l'employeur public et de représentants des organisations syndicales et assistée par un expert indépendant.

Par conséquent, le titulaire doit s'engager à participer, au minimum, à 2 réunions annuelles de la CPPS et aux réunions préparatoires demandées par le RPA.

Il présentera a minima les éléments suivants :

- **Avant le 30 juin de l'exercice en cours**
 - les comptes de résultats techniques définitifs arrêtés au 31 décembre de l'exercice précédent, et présentés pour chaque garantie (panier de soins interministériel, Options 1, 2 et 3 par exercice comptable et par exercice de

- survenance) ;
 - une analyse détaillée de la consommation médicale par grand poste de soins et par catégorie de bénéficiaires ;
 - les éléments techniques permettant la justification complète de la cotisation d'équilibre et des différentes cotisations en résultant pour le régime de base ;
 - Les lignes de décomptes frais de santé ;
 - Suivi des indicateurs de gestion et des engagements de qualité et de délais ;
 - Suivi de l'alimentation et de l'utilisation du fonds d'action sociale et du fonds d'aide aux retraités.
- **Avant le 31 août de l'exercice en cours, pour chacun des régimes Frais de santé**
 - les éléments techniques permettant la justification complète de la cotisation d'équilibre et des différentes cotisations en résultant pour le régime de base ;
 - une information précise et détaillée des volontés d'aménagement des garanties et/ou des revalorisations des cotisations souhaités par l'organisme assureur pour la prochaine échéance, basées sur les résultats prévisionnels du régime pour l'exercice en cours ;
 - les prévisions sur les comptes de résultats frais de santé, ainsi que sur la consommation médicale ;
 - Suivi des indicateurs de gestion et des engagements de qualité et de délais ;
 - Suivi de l'alimentation et de l'utilisation du fonds d'action sociale et du fonds d'aide aux retraités.
 - **Tout au long de l'année**
 - Toute étude ou analyse technique et actuarielle permettant le pilotage et la maîtrise du risque, demandée par la CPPS du ministère, y compris la fourniture à fréquence à définir des décomptes de soins en ligne à ligne.

Le titulaire décrit dans son mémoire technique les moyens mis à la disposition de la CPPS pour auditer et contrôler les éléments entrant en jeu dans le calcul de la cotisation d'équilibre et notamment :

- Prestations du régime de base, par catégorie d'assuré
- Evaluations des différentes solidarités par type de bénéficiaire

Des réunions avec la direction des affaires financières du pôle ministériel pourront également être organisées.

Le titulaire présente le modèle de reporting envisagé pour le dispositif dans son offre (cadre de réponse TECH-MF1). Celui-ci comprend a minima le suivi des engagements listés à l'article

Comitologie et reporting ainsi que les informations suivantes :

La démographie :

- Répartition par type de bénéficiaires (assuré, conjoint et enfant),
- Âge moyen par type de bénéficiaires,
- Répartition des assurés selon le sexe,
- Répartition des assurés selon la situation familiale (CVD0, CVD1, M0, M1, ...)
- Pyramide des âges des assurés,
- Répartition par régime (régime de base, option, ...)
- Répartition par population (actifs, retraités, portabilité, ...)
- Evolution entre N-1 et N

Les cotisations :

- Communication des cotisations TTC et HT
- Cotisation moyenne
- Répartition par régime (régime de base, option, ...)
- Répartition par population (actifs, retraités, portabilité, ...)
- Evolution entre N-1 et N

La charge sinistre :

- Décomposition entre les prestations payées et les PSAP
- Prestation moyenne par chef de famille
- Prestation moyenne par type de bénéficiaire
- Répartition par régime (régime de base, option, ...)
- Répartition par population (actifs, retraités, portabilité, ...)
- Evolution entre N-1 et N

Indicateurs statistiques :

- La répartition des prestations par grands postes de soins (soins courants, dentaire, ...)
- La répartition par nature de soins (dépense réelle, part SS, part assureur, part autre mutuelle et le reste à charge) et par grands postes de soins (soins courants, dentaire, ...)
- Le taux de couverture par grands postes de soins (soins courants, dentaire, ...)
- Les indicateurs statistiques spécifiques aux paniers 100 % Santé (dont le taux d'utilisation des différents paniers)
- Les indicateurs statistiques spécifiques aux réseaux de soins (dont le taux d'utilisation)
- Le nombre de consommateurs pour chaque poste de soins (analyses médicales, actes de spécialité OPTAM, monture de classe B, ...)
- Le nombre moyen d'actes par consommant pour chaque poste de soins,
- La BRSS moyenne par acte pour chaque poste de soins,
- Le remboursement SS moyen par acte pour chaque poste de soins,
- Le remboursement assureur moyen par acte pour chaque poste de soins,
- La dépense réelle moyenne par acte pour chaque poste de soins,
- Un benchmark par rapport à vos autres contrats gérés

Focus sur les régimes comportant les options :

- Communication d'un compte de résultat spécifique au régime de base et aux options (en différentiel de la base)
- Communication d'un compte de résultat correspondant aux assurés ayant souscrit la base seule et d'un autre compte de résultat ayant souscrit la base et l'option
- listings ligne à ligne des prestations

Cette liste est non exhaustive. Le titulaire ou le RPA peut proposer d'autres type de données. Dans

le cas où le titulaire fait une proposition, celle-ci est soumise à validation du RPA.
L'ensemble de ces données doivent également être déclinées pour chaque service coordonnée, afin que les opérateurs puissent disposer des bilans et les présenter dans leurs instances.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Forme des notifications et des informations – Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique qui lui sera communiquée après la notification) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent de façon privilégiée par messagerie électronique qui lui sera communiquée après la notification

11.2 Langue

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution est le français.

Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers remis par le titulaire sont rédigés en français.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite et le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celle-ci.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Conformément à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, la demande de sous-traitance effectuée concomitamment au dossier d'offre doit contenir obligatoirement :

- la nature des Prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le soumissionnaire s'appuie ;
- la déclaration du candidat assortie de ses attestations sociales, fiscales et d'assurance, annexe à l'Acte d'engagement si le sous-traitant est présenté avant la notification du marché ou d'un acte spécial de sous-traitance si le sous-traitant est présenté après la notification du marché;
- une déclaration attestant que le(s) sous-traitant (s) n'est (ne sont) pas placé(s) dans un cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1er du Titre IV du code de la commande publique.

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance est présentée après la conclusion du marché, celle-ci doit contenir :

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance, afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son acceptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Les modalités de facturation des prestations sous traitées sont précisées aux articles R 2193-10 à 12 et R 2193-14 à 22 du code de la commande publique.

11.4 Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent marché fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

L'acheteur est le seul destinataire et propriétaire de l'intégralité des résultats des travaux, des réalisations, des documents ainsi que des supports informatiques de toute nature sur lesquels les informations sont stockées, y compris ceux qui restent en dépôt chez le titulaire pour consultation et traitements complémentaires. L'acheteur se réserve la possibilité de les exploiter à toutes fins utiles sur quelque support que ce soit.

11.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail sont transmis par le titulaire **sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement**, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.7 Clause de transférabilité

Le Titulaire s'engage à maintenir la qualité de prestation et les délais de traitement jusqu'au dernier jour d'exécution du contrat :

- il doit avoir traité l'intégralité des dossiers ;
- Les 3 derniers comptes de résultats détaillés par garantie
- il doit faire un état complet des dossiers en cours de traitement qu'il ne lui sera pas possible de terminer pour des raisons techniques valables (attente de validation, etc.) ;
- au plus le 31 octobre de l'année qui précède le terme du contrat, le Titulaire devra avoir transféré à l'Acheteur ou, sur décision de ce dernier, au nouveau prestataire les connaissances et les documents dont il dispose, sous un format électronique (format xls). Une mise à jour des données sera effectuée le mois qui précède ce terme. Le Titulaire devra ensuite faire basculer la responsabilité opérationnelle, c'est-à-dire restituer les actifs, matériels, voire les logiciels spécifiques et les données ;
- les renseignements dont l'Acheteur aurait besoin pour pouvoir procéder à la remise en concurrence et qu'il solliciterait doivent être remis, par le Titulaire, dans le délai de dix (10) jours calendaires à compter de la réception d'une demande en ce sens ;
- jusqu'à six (6) mois après la fin du marché, le Titulaire doit assister l'Acheteur et transférer le savoir-faire pour l'exploitation informatique./

A l'issue du délai de six (6) mois susvisé, le Titulaire devra avoir restitué l'ensemble des données qui

lui ont été confiées ou qu'il a constituées pour les besoins du marché, à l'exception des seules données dont il doit pouvoir disposer à des fins comptables exclusivement. Il s'engage également à détruire ces éléments quel que soit leur support physique ou dématérialisé et à faire respecter cette disposition par ses sous-traitants et fournisseurs.

Le titulaire a également obligation de transférer à tout autre organisme indiqué par le RPA le montant de la réserve constituée au titre de la Participation aux bénéfices.

11.8 Résiliation

Le RPA se réserve la possibilité de résilier le présent contrat ainsi que les contrats d'assurances qui y sont rattachés dans le cas où il ne trouverait pas d'accord avec le titulaire sur le niveau des augmentations tarifaires.

Le RPA se réserve la possibilité de résilier le contrat ainsi que les contrats d'assurances qui y sont rattachés à chaque fin d'année, étant entendu que le titulaire exécute le contrat jusqu'à la fin de l'année commencée. La résiliation intervient par courrier recommandé (voie postale ou électronique) avec accusé de réception deux (2) mois avant la fin de l'année civile de couverture en cours.

Le titulaire peut résilier le marché à chaque fin d'année, étant entendu qu'il exécutera le contrat jusqu'à la fin de l'année commencée, ou sur demande du MTECT, jusqu'au 31 mars de l'année N+1. La demande de résiliation doit être formulée par courrier recommandé avec accusé de réception six (6) mois avant la fin de l'année civile de couverture en cours par voie postale ou dématérialisée.

En cas de non-respect, par l'une des parties, de ses obligations, l'autre partie pourra, après simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le mois suivant présentation, résilier de plein droit le marché, sans autres formalités, sans préjudice de tous dommages et intérêts complémentaires.

En cas de non-respect, par l'une des parties, de ses obligations, l'autre partie peut, après simple mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans le mois suivant présentation, résilier de plein droit le marché, sans autres formalités, sans préjudice de tous dommages et intérêts complémentaires.

En cas de résiliation, le Titulaire s'engage

- à maintenir les garanties et les cotisations à leur valeur jusqu'à la date de résiliation effective
- à transférer les données de la population couverte pour reprise par le futur assureur dans le mois suivant la notification de la résiliation

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

11.9 Force majeure

Aucune des parties ne peut être tenue responsable d'un manquement quelconque à l'une de ses obligations si elle prouve que ce manquement résulte d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit rendant impossible l'exécution de ses obligations au sens de l'article 1148 du code civil et de la définition retenue par la jurisprudence française des Cours d'appel et de la Cour de cassation.

La partie invoquant la force majeure est tenue d'informer immédiatement l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception de la survenance et de la cessation de l'événement ou de la circonstance répondant à la qualification de force majeure. Si la notification n'arrive pas à

destination dans un délai raisonnable à partir du moment où il a eu, ou aurait dû avoir, connaissance de l'empêchement, la partie débitrice est tenue à des dommages-intérêts pour le préjudice résultant du défaut de réception.

Dans un premier temps, toute inexécution résultant d'un cas de force majeure suspendra les obligations du contrat. Le débiteur n'est pas libéré, cette exécution étant simplement suspendue jusqu'au moment où l'impossibilité vient à cesser.

Il est entendu que, à l'occasion de tels événements, le Titulaire doit proposer au Pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais toutes les mesures envisageables pour organiser et assurer la poursuite et la continuité des prestations, même partielles ou dégradées afin de rétablir une situation normale. Ces mesures devront recevoir l'approbation expresse du Pouvoir adjudicateur.

Si le cas de force majeure persiste plus de quinze jours, les parties devront se rapprocher afin de négocier et fixer de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure.

Si le cas de force majeure persiste et si la négociation a échoué, le marché est résilié de plein droit.

Dès que l'effet d'empêchement dû à la force majeure cessera, les obligations du contrat initial reprendront pleinement vigueur pour la durée restant à courir.

11.10 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'événement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'événement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'événement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un cas de force majeure, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

- Indemnisation suite à l'annulation

L'annulation d'une prestation par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

- Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10% du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 46.2 CCAG-FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à

distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (Cf. article « Echanges dématérialisés »).

11.11 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

La survenance d'un éventuel différend entre les Parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution de l'marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

11.12 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
Article 7	4.1	Ordre des pièces contractuelles
Article 9.2.2	Article 13.1	Délais d'exécution
Article 9.11	Article 14	Pénalités
Article 10.5	Article 12.1	Groupement d'opérateurs économiques
Article 11.8	Article 42	Résiliation - motif d'intérêt général